

# Commentaires du MSC sur l'avant-projet du HLPE sur les approches agroécologiques (...)

19 novembre 2018

*Le présent document vise à communiquer les commentaires du Groupe de travail sur l'agroécologie du Mécanisme de la société civile (MSC) pour les relations avec le CSA. Malgré les restrictions linguistiques (la mise à disposition du texte anglais uniquement limite grandement la capacité des secteurs non anglophones à prendre part à cette étape importante), ce document transmet les commentaires collectifs du large éventail de secteurs de la société civile qui participent activement au processus du GT du MSC.*

## 1. Commentaires à portée générale (tels que déjà présentés le 12 novembre)

Le MSC attache une grande importance à ce rapport du HLPE et à l'axe de travail correspondant. Cependant, le MSC est profondément préoccupé par l'avant-projet. L'accent qu'il place en réalité sur l'Agroécologie est faible, incohérent et non adapté au mandat du CSA, au sein duquel l'agroécologie a été clairement distinguée des autres innovations. Au contraire, l'avant-projet met avant tout l'accent sur les « innovations » pour des systèmes alimentaires durables, en faisant référence de manière bien trop faible à la vision du CSA en lien avec la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate pour assurer la sécurité alimentaire et la nutrition (SAN). Il présente de nombreuses autres approches sans vraiment examiner les raisons de leur inclusion et en négligeant d'examiner dans les faits, en quoi certaines de ces « autres approches » constituent les principaux moteurs de la dynamique de dépossession, marginalisation, dégradation de l'environnement, perte de biodiversité et malnutrition et maladie. Dans ce contexte, l'avant-projet mélange toutes ces approches dans la notion fourre-tout de « système alimentaire durable », engendrant des recommandations très larges et faibles à l'attention des responsables des politiques. Dans ce contexte, le MSC souhaiterait mettre en avant les cinq commentaires et suggestions de nature globale qui suivent, en vue de la révision de l'avant-projet :

1. **La centralité des paysans et des peuples autochtones en tant qu'acteurs et sujets principaux dans la genèse de l'agroécologie doit être reconnue à sa juste valeur.** La description que fait l'avant-projet de l'agroécologie émerge des études de la littérature scientifique et ne reconnaît pas la coévolution de la science, de la pratique et des mouvements, qui se développe depuis des millénaires, sous les formes les plus anciennes d'agroécologie autochtone et paysanne antérieures aux sciences formelles. Il est donc essentiel de clarifier la genèse historique de l'agroécologie en tant que mouvement paysan et autochtone combinant différentes formes de connaissances dans sa pratique, sur les territoires où elle a évolué. Il conviendrait donc de mettre explicitement en avant le fait que les paysans et les peuples autochtones sont les principaux acteurs et sujets de l'agroécologie, ainsi que les implications systémiques au sein de leurs territoires ;
2. **Le concept d'innovation doit être dissocié de la technologie et être surtout relié à la progression de la Sécurité alimentaire et de la nutrition.** Malgré les définitions initiales, les innovations sont essentiellement présentées selon la perspective de l'avancée technologique, et les motifs et moteurs de ces innovations ne sont pas explicitement reconnus. Les innovations devraient être considérées comme des réponses créatives à des conditions difficiles et/ou à la combinaison de processus et de pratiques promouvant les transitions vers un nouvel état souhaité. Dans le contexte du CSA, les seules innovations qui devraient être envisagées sont celles dont le motif explicite est la concrétisation du droit à une alimentation adéquate et la recherche de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Il est aussi essentiel de faire la distinction entre les innovations systémiques, qui visent à traiter les causes profondes de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition sous toutes ses formes, et les innovations plus spécifiques, à la portée plus limitée, qui ne font qu'atténuer les effets symptomatiques. Dans ce contexte, les liens entre l'agroécologie et une telle vision- plus large et plus holistique - de l'innovation

doivent être clairement exposés, tout en différenciant également de manière explicite les innovations promouvant le partage des connaissances et la mise en commun de leurs bénéfices, des innovations générant des asymétries de connaissances et facilitant la concentration du pouvoir ;

3. **L'analyse et l'évaluation du Rapport devraient se fonder sur le cadre des droits humains, et notamment sur le droit à une alimentation adéquate et à la nutrition.** L'agroécologie et les autres approches devraient être essentiellement évaluées en fonction de leur capacité à faire avancer la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate et à la nutrition et les priorités en faveur de la sécurité alimentaire et de la nutrition. A ce sujet, le MSC voudrait dénoncer l'accent excessif que place l'avant-projet sur l'amélioration de la durabilité des systèmes alimentaires, car cette dernière n'est pas l'objectif ultime. Toute approche ne répondant pas à ces critères fondamentaux devrait être soit exclue du Rapport soit dénoncée pour toutes ses lacunes. La centralité des droits humains conduit également au respect de la centralité des personnes et de leur fonction d'agents principaux et donc à la nécessité d'appliquer une analyse adéquate des rapports de force pour montrer si les innovations engendrent des concentrations du pouvoir et des richesses fragilisant la souveraineté des personnes ;
  
4. **Le cadre d'évaluation devrait clairement permettre aux responsables de l'élaboration des politiques de prendre des décisions éclairées sur les approches devant être soutenues par le biais de politiques et d'investissements publics.** Le Rapport du HLPE devrait servir un objectif d'élaboration des politiques et non pas de description scientifique. La matrice d'évaluation actuelle est trop confuse pour pouvoir clairement soutenir l'élaboration des politiques. Le MSC voudrait proposer trois changements fondamentaux :
  - a) Tout d'abord, l'avant-projet détaille de nombreuses approches différentes : ceci est à la fois inadapté et trompeur. Dans l'analyse du MSC, nombre de ces approches ne sont ni systémiques ni conformes aux critères mentionnés précédemment. Par ailleurs, l'agriculture intelligente face au climat, l'agriculture tenant compte de la nutrition, l'intensification durable et les approches fondées sur la chaîne de valeur sont toutes des stratégies techniques employées par les systèmes industriels, plutôt que des entités séparées. Elles devraient toutes être regroupées sous la catégorie « innovations du système industriel », car ceci peut mettre en évidence la direction différente que peut prendre l'innovation entre les systèmes des petits exploitants et les systèmes industriels. La réduction du nombre d'« approches » est la première mesure fondamentale à prendre afin de rendre ce cadre d'évaluation compréhensible et utile pour l'élaboration de politiques ;
  - b) Deuxièmement, les critères d'évaluation qui sont proposés sont bien trop nombreux, d'une importance inégale et déroutants dans le meilleur des cas. Le MSC aimerait proposer que les critères soient limités à ce qui suit :
    - a. Portée de l'approche (systémique/spécifique) ;
    - b. Les sujets et acteurs principaux et les implications en termes de pouvoir ;
    - c. Evaluation des droits humains, notamment s'agissant du droit à une alimentation adéquate et à la nutrition ;
    - d. Contribution à la SAN (en ce qui concerne les quatre piliers et les régimes sains/durables) ;
    - e. Principes d'évaluation du HLPE (efficacité des ressources, résilience, équité/responsabilité sociale, empreinte environnementale).

La réduction des critères à une série de principes largement utilisés, combinée au regroupement de ces approches, engendrerait des résultats bien plus compréhensibles et utiles pour l'élaboration des politiques. Nous sommes profondément convaincus que l'agroécologie montrerait clairement sa capacité à répondre de manière complète à l'ensemble de ces critères et attendons que le Rapport montre ceci sans ambiguïté ;

c) Troisièmement, le cadre d'évaluation devrait rendre compte, de manière claire, des tensions et des défis liés à la cohabitation/coexistence entre les approches objet de la comparaison ;

5. **Le Rapport devrait fournir des propositions claires et substantives sur les modalités de renforcement de l'Agroécologie ainsi que concernant les approches susceptibles de s'avérer tout aussi propices pour la concrétisation du droit à une alimentation adéquate et à la nutrition et de la sécurité alimentaire et de la nutrition.** L'avant-projet est axé de manière excessive sur le côté descriptif et analytique, alors que sa contribution normative reste limitée, avec des recommandations politiques relativement faibles et non fondées. Il est essentiel que l'évaluation du HLPE des diverses approches soit accompagnée d'une articulation bien plus profonde des options fondamentales, en termes de politiques et d'investissements publics, que les responsables de l'élaboration des politiques peuvent employer pour renforcer l'agroécologie et d'autres approches utiles. Dans un même temps, il est tout aussi essentiel que le Rapport expose les politiques et les investissements actuels qui fragilisent l'agroécologie et les autres approches utiles. Enfin, le Rapport doit inspirer et soutenir un processus de convergence des politiques. Bien que l'analyse constitue une importante contribution, comme mentionné précédemment, l'utilité du Rapport consiste également à mettre en évidence des options politiques concrètes que les responsables de l'élaboration des politiques peuvent envisager, s'agissant aussi bien des nouvelles approches semblant prometteuses que de l'interruption de celles s'avérant inadéquates.

6.

## **2. Principaux commentaires de fond**

Les commentaires qui suivent abordent des préoccupations particulières du MSC concernant le cadre conceptuel ou les conclusions concrètes présentées dans l'Avant-projet.

### ***Mettre en évidence les questions en lien avec les groupes faisant office d'acteurs et de sujets principaux, les inégalités, le pouvoir et les économies politiques***

- L'Avant-projet présente une analyse pauvre du rôle des groupes faisant office d'acteurs et de sujets principaux au moment de soutenir les différentes innovations évaluées ainsi que de la question consistant à savoir si ces (prétendues) innovations résolvent les inégalités structurelles et modifient positivement les dynamiques de pouvoir. A cet égard, il échoue également à placer en contexte l'analyse qu'il réalise de la situation actuelle de marginalisation et d'insécurité alimentaire que connaissent de nombreuses personnes et leurs communautés. Il est essentiel de rappeler au HLPE que les petits producteurs et les petites productrices alimentent actuellement la planète, alors qu'ils sont les plus affectés par diverses formes de vulnérabilités. L'agroécologie promeut les solutions les mieux placées pour renforcer leurs moyens d'existence et leur résilience, tout en leur permettant de faire face aux défis sociétaux et de développement plus larges auxquels ils et elles sont confrontés. Il est par conséquent essentiel d'évaluer les innovations dans le contexte d'une analyse adéquate des dynamiques de pouvoir et d'une évaluation appropriée des économies politiques ;
- L'Avant-projet est presque entièrement axé sur l'agriculture. Cependant, l'agroécologie a coévolué avec des mouvements et des organisations d'artisans-pêcheurs, de pasteurs et d'autres petits producteurs et petites productrices d'aliments, qui l'ont adoptée. La question de l'élevage, y compris la manière selon laquelle la gestion agroécologique du bétail examine le divorce entre l'agriculture et l'élevage généré par les monocultures et la spécialisation excessive, est largement ignorée. Les impacts environnementaux, sociaux et économiques de la gestion agroécologique du bétail réalisée par les systèmes agricoles mixtes à petite échelle devraient donc être mieux explorés ;
- Il est surprenant que le rôle des femmes et des jeunes ne soit souligné qu'à la fin du document, dans un seul paragraphe. Les droits des femmes, l'égalité entre les sexes et les questions intergénérationnelles (notamment les jeunes des zones rurales) sont essentielles lorsque l'on parle de SAN, de durabilité et

d'agroécologie. A l'heure actuelle, l'Avant-projet ne parle que d'équité entre les sexes et d'autonomisation des femmes, sans mentionner les droits des femmes, et échoue donc à aborder la discrimination structurelle et systématique des femmes. Il se réfère en grande partie aux jeunes depuis la perspective de l'entrepreneuriat, ce qui constitue un cadre biaisé et restrictif pour aborder le rôle d'acteurs et de sujets clés que jouent les jeunes ;

- Le Rapport du HLPE devrait exposer comment les femmes ont construit une identité collective en tant que sujets de droits, qui a été rendue invisible et leur ayant été niée, et comment elles ont contribué à transformer les relations sociales de production et de reproduction dans le monde rural et urbain. Pour que l'agroécologie atteigne son plein potentiel, la répartition équitable du pouvoir, des tâches, de la prise de décisions et de la rémunération doit être garantie. L'agroécologie permet donc aux femmes de dépasser nombre des dichotomies qui renforcent aujourd'hui la division sexuelle du travail et rendent leur travail invisible.

### ***Lever le voile sur des visions, des mécanismes et des stratégies profondément différents portant sur le système alimentaire***

- La faiblesse du cadre d'évaluation présenté par l'Avant-projet l'empêche de dévoiler les mécanismes et les stratégies profondément différents employés par l'agroécologie, en comparaison aux prétendues innovations promues par les systèmes industriels, notamment :
  - i. Les économies circulaires par opposition à la forte dépendance vis-à-vis des intrants externes ;
  - ii. La diversification basée sur la biodiversité agricole par opposition à la spécialisation basée sur la monoculture de variétés limitées ;
  - iii. Les marchés territoriaux locaux profondément ancrés dans des relations horizontales au sein de l'économie locale par opposition à l'intégration maximale dans les marchés mondiaux caractérisée par des relations verticales et limitées avec l'économie locale ;
- Afin d'orienter les choix et les actions politiques pour refondre les systèmes alimentaires et agir en faveur de leur durabilité, l'évaluation de chaque stratégie/modèle doit passer par l'examen de ses impacts sociaux, culturels, environnementaux, politiques et économiques, ce qui exige une approche holistique et multidisciplinaire. Conformément aux derniers rapports du HLPE (comme celui de 2014, par exemple), ceci passe par une compréhension des différents éléments englobant les systèmes alimentaires (environnement, personnes, intrants, processus, infrastructure, institutions, etc.) et de la gamme complète des activités de pré-production et de production à la transformation, au conditionnement, au transport, à la distribution, à la commercialisation, à la préparation, à la consommation et à la gestion des déchets. La transformation de ces systèmes ne passe pas seulement par l'introduction d'innovations nouvelles, révolutionnaires ou engendrant des perturbations, ou par l'introduction de nouveaux besoins, marchés et espaces d'application. Elle implique également l'adaptation ou l'évolution, et l'amélioration et/ou l'expansion substantielle des techniques et pratiques déjà existantes. A cet égard, le HLPE pourrait être amené à ajuster les éléments à prendre en compte dans ses principes d'évaluation (efficacité des ressources, résilience, équité/responsabilité sociale, empreinte environnementale), comme détaillé ci-dessous ;
- L'évaluation des dimensions sociales, économiques et institutionnelles devrait répondre aux questions suivantes, entre autres :
  - a) Quel degré de participativité caractérise la gouvernance ? Les principes de reddition de comptes, transparence, prévisibilité, information et primauté du droit sont-ils respectés ? Les citoyens participent-ils à la prise de décisions, aux pratiques de gestion équitable et durable des ressources naturelles et aux processus de suivi et d'évaluation ? Les approches et processus ascendants sont-ils inclus, notamment pour ce qui est de la création de connaissances ? Le rôle central est-il donné

aux groupes les plus vulnérables et marginalisés, y compris les petits producteurs et petites productrices, les travailleurs et travailleuses, les peuples autochtones, les citoyens pauvres, les femmes et les jeunes ?

- b) La justice sociale et économique est-elle promue ? L'inclusion économique et la cohésion sociale sont-elles renforcées ? Les moyens d'existence sont-ils améliorés, réduisant ainsi de manière active les inégalités ? Les liens et la solidarité entre zones rurales et zones urbaines et entre les générations sont-ils encouragés et consolidés ? Existe-t-il un soutien en faveur des modèles sociaux et publics de propriété bénéficiant à tous, encourageant les droits de propriété libres (*open source*) détenus en commun ? Les économies sociales et solidaires, et le lien entre producteurs et consommateurs par le biais de marchés équitables et durables sont-ils encouragés ? Le patrimoine culturel est-il préservé et promu ?
- c) L'innovation proposée contribue-t-elle à éradiquer la faim ? Un approvisionnement alimentaire suffisant et un accès égal seront-ils garantis, à l'avenir, pour répondre aux besoins de la population de la planète ?
- d) La consommation d'aliments variés, nutritifs et sûrs pour une alimentation saine, diversifiée, culturellement appropriée et durable est-elle promue ? Des informations transparentes relatives aux risques et aux avantages pour la santé associés aux différents types d'aliments et de modèles de consommation sont-elles disponibles ? L'innovation proposée contribuera-t-elle à réduire les maladies non transmissibles liées au régime alimentaire ? Reconnaît-elle la médecine traditionnelle ?
- e) Profitera-t-elle aux petits producteurs et petites productrices et aux travailleurs et travailleuses ? Créera-t-elle des opportunités d'emploi décent, notamment dans les zones rurales et pour les jeunes ? Contribuera-t-elle à des conditions de vie dignes ? Augmentera-t-elle et respectera-t-elle les droits des travailleurs et travailleuses ? Garantira-t-elle l'accès des petits producteurs et petites productrices d'aliments aux ressources naturelles, à l'infrastructure, aux marchés et à l'information ? Reconnaîtra-t-elle et préservera-t-elle leurs connaissances ?
- f) Promeut-il la justice de genre et la diversité ? Reconnaît-elle et valorise-t-elle le travail productif et reproductif des femmes ? Promeut-elle l'égalité des droits et l'accès aux ressources pour les femmes ? Prévoit-elle une participation effective des femmes à la prise de décisions et encourage-t-elle le leadership de ces dernières ? Contribuera-t-elle à éradiquer toutes les formes de violence et d'oppression contre les femmes ? Garantira-t-elle le respect des droits sexuels et génésiques ?
- Afin d'évaluer la dépendance vis-à-vis des intrants externes (chimiques) ou de l'économie circulaire, les questions clés suivantes pourraient être posées :
  - g) L'innovation proposée contribue-t-elle à dissocier l'agriculture des combustibles/du pétrole/des énergies non renouvelables ? Examine-t-elle les systèmes et types de production, de distribution et de consommation d'énergie pour créer, déployer et appliquer la stratégie ?
  - h) Réduit-elle les impacts sociaux et environnementaux de l'énergie ? Garantit-elle un accès juste et suffisant des personnes les plus vulnérables et marginalisées à l'énergie produite de manière durable ? Assure-t-elle la propriété communautaire ou sociale de l'énergie ?
  - i) Élimine-t-elle le recours aux intrants humains non renouvelables et d'origine extérieure susceptibles de nuire à l'environnement ou la santé des agriculteurs/-trices, des personnes travailleurs/-euses agricoles et des consommateurs/-trices ?
  - j) Repose-t-elle principalement sur des ressources de l'écosystème agricole, y compris les communautés voisines, en remplaçant les intrants externes par un cycle des éléments nutritifs, une meilleure conservation et une base élargie de connaissances écologiques ?

- k) Est-elle assortie d'effets négatifs minimum sur l'environnement et libère-t-elle des quantités négligeables de substances toxiques ou nuisibles dans l'atmosphère, les eaux de surface ou la nappe phréatique ?
- S'agissant de la dimension relative à la spécialisation ou la diversification, la question de la résilience (y compris la diversification des revenus) devrait être abordée. Les questions suivantes pourraient aider :
  - l) Promeut-elle des systèmes intégrés et diversifiés ?
  - m) S'efforce-t-elle d'augmenter la résilience en intégrant et en diversifiant (du point de vue des ressources génétiques, paysages, races, systèmes intégrés, etc.) différents systèmes agricoles (plantes, animaux, cultures, etc.) aux niveaux local et du paysage ?
  - n) Rétablit-elle les liens biologiques qui peuvent se produire naturellement sur l'exploitation, au lieu de les réduire et de les simplifier ?
- S'agissant des types de relations commerciales et économiques, il est essentiel de noter que « le terme « marchés territoriaux » sert à souligner la réalité selon laquelle la plupart des denrées alimentaires dans le monde entier sont produites, transformées, commercialisées ou distribuées et consommées sur un territoire donné. Ces marchés, par lesquels transitent 80 % des aliments consommés dans le monde, sont en grande partie ignorés des statistiques et des politiques publiques, et assurent toute une série de fonctions d'ordre sociale, culturel et nutritionnel, en plus d'économique (MSC, 2016) ». En améliorant les conditions sociales et de travail, en augmentant la création d'emploi, en sécurisant les revenus des petits producteurs et petites productrices, et en stimulant et en diversifiant les économies locales, ces marchés renforcent la viabilité socioéconomique de l'agroécologie et retiennent et redistribuent les richesses au sein des territoires. « L'expérience montre que les petits exploitants et les marchés territoriaux sont à de nombreux égards mieux armés pour faire face aux défis mondiaux que les marchés mondiaux de produits agricoles. Ceci est notamment dû au caractère multifonctionnel des marchés territoriaux, qui allient petite agriculture et systèmes agricoles diversifiés. Grâce aux multiples canaux de commercialisation pour la vente et l'accès aux denrées et à la possibilité d'avoir recours à l'autoconsommation ou aux filières courtes lorsque cela représente la meilleure option, les producteurs des marchés territoriaux sont moins vulnérables aux fluctuations des prix sur les marchés internationaux et aux défaillances des longues chaînes agroalimentaires centralisées, comme cela fut le cas pendant la crise alimentaire de 2007–2008 » (MSC, 2016). Enfin, ces marchés contribuent également à la réduction des émissions de gaz à effet de serre associées à l'utilisation d'énergie (pour le transport ou la réfrigération, par exemple), réduisant ainsi les effets du changement climatique) ;
- Il est également très important d'évaluer les aspects liés à la mise en œuvre. A ce sujet, les questions suivantes peuvent apporter une aide :
  - o) Disponibilité et caractère abordable : L'innovation proposée permet-elle un accès à l'ensemble des individus et des institutions à travers les échelles et les zones géographiques ? Tient-elle compte et essaie-t-elle de réduire les ressources financières et non financières nécessaires pour créer, promouvoir et distribuer, ainsi que pour répliquer, acheter, participer ou utiliser l'innovation ?
  - p) Facilité d'utilisation et durabilité dans le temps : L'adoption, l'utilisation et la réplication sont-elles simples, faciles et rapides ? Quel degré de formation ou de transmission d'information est nécessaire pour que les utilisateurs finaux l'utilisent de manière efficace ? Quelle est son efficacité au moment d'accomplir sa tâche prévue à court et long terme et la capacité de l'utilisateur à la maintenir sans soutien externe ? Correspond-elle aux besoins, circonstances et culture des petits producteurs et petites productrices d'aliments et de leurs communautés ?
  - q) Evolutivité : A-t-elle la capacité de parvenir à une adoption généralisée à travers les échelles et les zones géographiques ?

## ***Reconnaître la nature systémique de la durabilité, de la biodiversité et du défi du changement climatique***

- La mention à la « durabilité », et sa définition, apparaissent trop tard dans l'Avant-projet et devraient plutôt être introduites en début de document, afin de mieux cadrer et évaluer les innovations. A cet égard, une conception systémique de la durabilité doit être profondément incorporée au cadre d'évaluation, afin d'éviter les approches réductrices de la sécurité alimentaire et de la nutrition susceptibles de les dissocier de manière artificielle de leurs fondements écologiques et environnementaux ;
- La couverture du changement climatique (et des autres crises anthropiques) est limitée, bien qu'il s'agisse d'un facteur clé de l'insécurité alimentaire ; l'urgence de la crise climatique n'est pas bien reflétée dans le rapport. Le rapport du GIEC sur les impacts d'un réchauffement climatique global de 1,5°C montre clairement la nécessité de changer de manière radicale et urgente la manière dont nos sociétés sont organisées ; les systèmes alimentaires constituent un domaine critique d'un tel ajustement. Toute innovation proposée devrait être considérée en fonction de son impact sur le changement climatique ainsi que de sa capacité à renforcer la résilience aux conditions climatiques changeantes, en dépassant les discours séduisants et en se penchant sur la réalité de certaines des fausses solutions proposées. Dans ce contexte, les niveaux de dépendance des différents types de systèmes alimentaires vis-à-vis des combustibles fossiles doivent être dûment pris en compte ;
- Outre le changement, figure la crise grandissante provoquée par la dégradation de l'environnement et de la biodiversité provoquée par l'homme. Plusieurs frontières planétaires ont été franchies et les principaux moteurs de cette situation sont étroitement liés à l'agriculture, compromettant la capacité de notre écosystème à produire de la nourriture. Plusieurs évaluations récentes publiées par la Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) devraient être utilisées comme référence à ce sujet ;
- L'Avant-projet ne mentionne pas clairement le principe de précaution de la CDB parmi ses principes clés, en dépit de son rôle central au moment de traiter des innovations et des biotechnologies. Le Rapport doit être très clair concernant les principes de l'Agroécologie, et indiquer clairement que la manipulation génétique n'est pas du tout possible pour une approche agroécologique qui vise à travailler avec et non contre la nature ;
- A nouveau, il pourra s'avérer nécessaire que le HLPE consolide ses principes d'évaluation (efficacité des ressources, résilience, équité/responsabilité sociale, empreinte environnementale) en incluant des questions clés telles que : L'innovation proposée réduit-elle les pertes et déchets alimentaires ? Minimise-t-elle le transport impliqué dans la production et la distribution d'aliments, ainsi que les impacts environnementaux associés au moyen de systèmes alimentaires localisés ou relocalisés ? Tient-elle compte des impacts à court et long terme sur l'environnement (sols, eau, terre, forêts et autres ressources naturelles) de son utilisation, pendant et après sa durée de vie ? A-t-elle la capacité de préserver la biodiversité et l'eau ? Tient-elle compte des principaux droits du travail et des conditions de travail dans la production d'aliments, y compris pour les travailleurs agricoles migrants ? Aborde-t-elle les causes profondes du changement climatique en fonction des modèles agricoles ? Renforce-t-elle la résilience contre les chocs futurs et apporte-t-elle un soutien aux communautés ? Renforce-t-elle l'autonomie pour la reconstruction après les chocs ? Promeut-elle/met-elle en œuvre des mesures d'atténuation à travers la réduction des émissions des gaz à effet de serre produites par les modèles agricoles et de systèmes alimentaires actuels ?
- **S'agissant de tous ces critères, l'Avant-projet échoue à explorer comment l'agroécologie propose des solutions systémiques à travers tous les domaines qui abordent les causes structurelles sous-jacentes des multiples défis liés à la durabilité, contrairement aux nombreuses « prétendues innovations » intégrées dans les systèmes industriels.**

### ***Relever le défi de la malnutrition et promouvoir des régimes sains et durables***

- Bien que le dernier rapport du HLPE ait porté entièrement sur ce sujet, le discours sur les systèmes alimentaires et la nutrition, et sur le caractère central de la « question des régimes » présenté dans l'Avant-projet est largement insuffisant. Les références aux régimes sont rares et vagues. Il ne fait non plus aucune mention aux régimes culturels, locaux, saisonniers et traditionnels. Ainsi, les éléments conceptuels de l'Avant-projet ne contiennent aucune définition claire de ce qui constitue un régime durable, sain et varié, ce qui montre que les implications en matière de santé/nutrition des innovations évaluées sont complètement ignorées. Ceci doit être entièrement rectifié, notamment compte tenu des preuves grandissantes (y compris dans les derniers rapports SOFI) appelant à intégrer de nouveau la nutrition aux systèmes alimentaires afin de combattre la malnutrition sous toutes ses formes et aux initiatives politiques de nature intergouvernementale à ce sujet (comme la CIN2 et les Directives du CSA). La recherche de régimes variés, nutritifs et culturellement acceptables devrait donc guider toute innovation discutée par le HLPE. Ceci permettrait également de contribuer de manière importante au processus vers l'élaboration des Directives du CSA sur les systèmes alimentaires et la nutrition ;
- Dans ce contexte, il est aussi problématique que la nutrition ne soit traitée que dans le contexte de l'agriculture tenant compte de la nutrition, qui tend à appliquer une perspective technique, axée sur les (micro-)nutriments, et qui inclut la biofortification. Il est inacceptable que la nutrition ne soit abordée que dans cette section (et qu'elle le soit de manière inadéquate), alors qu'elle devrait figurer parmi les principales questions de cadrage évaluant la pertinence de toutes les innovations proposées dans ce rapport. Ceci ignore donc la contribution essentielle apportée par l'agroécologie aux régimes sains et durables ;
- S'agissant de l'agriculture tenant compte de la nutrition, ce que cela signifie exactement en termes d'innovation n'est pas clair. L'accent est principalement placé sur les solutions techniques en mesure de combattre les carences en micronutriments. Il convient de rappeler au HLPE que les carences en nutriments ne renvoient pas forcément à la nutrition, qu'elles ne sont pas toujours le résultat d'un manque de nutriments dans les aliments et que la biofortification et la fortification ont montré plusieurs limites que ce rapport se doit de présenter. Au contraire, l'Avant-projet continue de passer sous silence la contribution essentielle qu'apporte la diversification alimentaire, basée sur des systèmes alimentaires locaux reposant sur la biodiversité agricole, pour relever le défi de la malnutrition ;
- Le Rapport révisé devrait refléter la dimension nutritionnelle des systèmes alimentaires et les nombreux mécanismes à travers lesquels l'agroécologie et les autres innovations agricoles peuvent combattre ou contribuer à la malnutrition. Le précédent rapport du HLPE sur les systèmes alimentaire et la nutrition pourrait ici être utilisé comme référence. **Dans ce contexte, la contribution systémique de l'agroécologie aux régimes variés, sains et durables doit être clairement mise en évidence, par opposition aux fausses solutions de l'industrie.**

### ***Mettre en cause le traitement inadapté des organismes génétiquement modifiés***

- Nous ne comprenons pas bien pourquoi la section sur les Organismes génétiquement modifiés (OGM) est incluse à l'Avant-projet. Il existe suffisamment d'arguments pour affirmer que les OGM ne constituent pas une solution durable pour atteindre la SAN. Par ailleurs, une grande partie de la section correspondante (la section 3.2.6 de l'Avant-projet) n'est pas à jour. L'exemple du cas du coton BT, au Burkina Faso, donné dans l'encadré 15, ne mentionne pas que ce coton a connu un échec spectaculaire dans le pays et n'y est plus produit depuis 2017. La section en question ne mentionne pas non plus les OGM de nouvelle génération, c'est-à-dire les nouvelles techniques d'édition du génome, dont la mutagenèse, notamment. Ces OGM, ainsi que les brevets sur les traits natifs, ont d'énormes conséquences préjudiciables pour la SAN.



- Le « discours divergent » sur les OGM souffre des lacunes d'ordre analytique identifiées précédemment. En outre, les auteurs utilisent un espace extraordinairement démesuré pour simplement décrire les OGM (superficie cultivée, etc), dans une section truffée d'imprécisions. Par ailleurs, la section adopte une approche inutile simplifiant à outrance et exposant de manière inexacte les supposées opinions des partisans et des détracteurs, avec un net parti pris consistant à croire sur parole les revendications des défenseurs en termes de bénéfices – généralement discutées de manière restreinte comme rendement d'une seule culture ou par unité de superficie ; on assiste également à une tendance correspondante rejetant les préoccupations attribuées à un « public » généralisé sous prétexte qu'elles sont motivées par la peur et l'incompréhension, qui ignore dans un même temps le vaste faisceau de preuves scientifiques et empiriques derrière les critiques d'ordre écologique, social, économique et politique des systèmes agricoles axés sur les OGM ;
- La question théoriquement posée à cette section (« Les OGM peuvent-ils faire partie des systèmes alimentaires durables ? ») n'est jamais abordée de manière sérieuse, tout comme la question sur « le lien entre les OGM et l'agroécologie ». Il est aussi discuté d'essayer d'évaluer les « OGM » comme si les organismes — les semences modifiées elles-mêmes — étaient en cause. Au lieu de cela, c'est le système plus large dans lequel se situent les semences (par exemple le système de monocultures généralement caractérisé par une forte intensité de pesticides dans lequel sont introduites ces semences, les systèmes de propriété intellectuelle entourant leur introduction, la structure de marché telle qu'affectée par les fusions d'entreprises et la concentration de ces dernières, parallèlement à l'influence et au pouvoir correspondants des entreprises sur les agences publiques, la recherche et la vulgarisation, etc.) qui exige un examen ;
- La nécessité de tenir un débat sur les OGM ou les systèmes basés sur ces derniers dans un rapport qui devrait consacrer toute son attention à l'agroécologie et aux approches innovantes à l'appui de systèmes alimentaires équitables et durables est donc profondément discutable. L'*Évaluation internationale des connaissances, des sciences et des technologies agricoles pour le développement* a déjà passé en revue, en 2008, les preuves relatives aux contributions réelles et potentielles des « technologies modernes », y compris des OGM, au développement équitable et durable, et les a jugées négligeables, en notant que ces types de technologies « ont principalement profité aux groupes les plus nantis de la société et aux multinationales, au lieu de profiter aux plus vulnérables ».

### 3. Observations relatives aux recommandations

Compte tenu de tous les commentaires présentés dans cette soumission, le MSC ne considère pas que la série de recommandations proposées dans l'Avant-projet soit adaptée au mandat qui a été donné au HLPE. Le MSC est donc dans l'incapacité de fournir des commentaires concernant les recommandations proposées, du fait que ces dernières devraient être profondément révisées pour pouvoir soumettre des commentaires. Cependant, le MSC réitère les indications incluses dans les commentaires de portée générale et appelle le HLPE à garantir une articulation bien plus profonde des options fondamentales, en termes de politiques et d'investissements publics, que les responsables de l'élaboration des politiques puissent employer pour renforcer l'agroécologie et d'autres approches utiles. Le MSC soumettra, ultérieurement dans le processus du HLPE, sa propre proposition en termes de recommandations politiques, afin qu'elles puissent être prises en compte lorsque le groupe de pilotage et l'équipe de projets traiteront ce point spécifique lors du remaniement du Rapport.

### 4. Références

- Action Against Hunger (2017). Agro-ecology: the necessary agricultural transition towards nutrition security for all.
- ActionAid

- (2011). Climate Resilient Sustainable Agriculture Experiences from ActionAid and its partners
  - (2018) Agroecology. Scaling Up, Scaling Out  
<https://www.actionaid.it/app/uploads/2018/04/Agroecology.pdf>
- AFD (2014) L'agroécologie peut-elle répondre aux défis des agricultures du Sud ? AFD, 2014
- Afrika Kontakt and La Vía Campesina. Peasant Agroecology Achieves Climate Justice.  
[https://viacampesina.org/en/wpcontent/uploads/sites/2/2018/05/primer\\_english\\_print.pdf](https://viacampesina.org/en/wpcontent/uploads/sites/2/2018/05/primer_english_print.pdf).
- AGRISUD (2010). L'agroécologie en pratiques
- Altieri, M.A., Funes, F. and P. Petersen (2011). "Agroecologically efficient agricultural systems for smallholder farmers: contributions to food sovereignty". Agronomy for Sustainable Development. January 2012, Volume 32, Issue 1, pp 1–13.
- Altieri, M.A.
  - (2012). The scaling up of agroecology: spreading the hope for food sovereignty and resiliency. SOCLA. <https://foodfirst.org/wpcontent/uploads/2014/06/JA11-The-Scaling-Up-of-Agroecology-Altieri.pdf>.
  - (2012). It is possible to feed the world by scaling up agroecology". Ecumenical Advocacy Alliance
- Anseeuw, W., L. Alden Wily, L. Cotula, and M. Taylor. (2012). "Land Rights and the Rush for Land: Findings of the Global Commercial Pressures on Land Research Project". ILC, Rome.
- AVSF
  - (2016) Les expériences innovantes d'AVSF: Des champs-école pour l'agroécologie au Togo.
  - (2013) Les expériences innovantes d'AVSF: Agroécologie et circuits courts en Equateur.
- Berton, S., Billaz, R., Burger, P., Lebreton, A., (2012). Agroécologie, une transition vers des modes de vie et de développement viables. Paroles d'acteurs
- CALAO Project (2018) Capitalization of Experiences in West Africa; Factors that further or limit the development of agro-ecological practices; Evaluation of the socio-economic and agro-environmental effects, 2018, AVSF, CARI, AGRISUD, GRET
- C2A, (2013). Agriculture et alimentation en question
- CIDSE
  - (2015). "Climate-smart revolution ... or green washing 2.0?". [www.cidse.org/publications/just-food/food-andclimate/climate-smart-revolution-or-a-new-era-of-green-washing-2.html](http://www.cidse.org/publications/just-food/food-andclimate/climate-smart-revolution-or-a-new-era-of-green-washing-2.html)
  - (2018). The Climate Urgency: Setting sail for new paradigm
- CFS (2018). Terms of Reference for the preparation of the CFS Voluntary Guidelines on Food Systems and Nutrition.  
[http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs/Docs1718/Nutrition/14\\_June/CFS\\_TORs\\_Food\\_Systems\\_and\\_Nutrition\\_25June2018.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/templates/cfs/Docs1718/Nutrition/14_June/CFS_TORs_Food_Systems_and_Nutrition_25June2018.pdf).
- Civil Society Mechanism
  - (2016a). Synthesis Report on Civil Society experiences regarding the use and implementation of the Tenure Guidelines and the challenge of monitoring CFS decisions.  
<http://www.csm4cfs.org/civil-society-report-useimplementation-tenure-guidelines>.
  - (2016b). Connecting Smallholders to Markets. An analytical guide.  
<http://www.csm4cfs.org/connecting-smallholders-markets-analytical-guide/>.
  - (2018). Civil society report on the use and implementation of the Right to Food Guidelines.  
[https://www.fian.org/fileadmin/media/publications\\_2018/Reports\\_and\\_guidelines/EN-CSM-RtF-2018-compressed.pdf](https://www.fian.org/fileadmin/media/publications_2018/Reports_and_guidelines/EN-CSM-RtF-2018-compressed.pdf).
- De Schutter, O.

- (2009). Contribution of Mr. Olivier De Schutter Special Rapporteur on the right to food. 2nd meeting of the Contact Group to support the Committee on World Food Security. [https://www2.ohchr.org/english/issues/food/docs/CFS\\_reform\\_note22May09.pdf](https://www2.ohchr.org/english/issues/food/docs/CFS_reform_note22May09.pdf).
- (2010). Report submitted by the Special Rapporteur on the right to food, Olivier De Schutter. UN Human Rights Council (A/HRC/16/49). [http://www.srfood.org/images/stories/pdf/officialreports/20110308\\_a-hrc-16-49\\_agroecology\\_en.pdf/](http://www.srfood.org/images/stories/pdf/officialreports/20110308_a-hrc-16-49_agroecology_en.pdf/).
- (2014). Le droit à l'alimentation, facteur de changement.
- ETC Group (2017). Who will feed us. [http://www.etcgroup.org/sites/www.etcgroup.org/files/files/etc-whowillfeedusenglish-webshare.pdf\\_.pdf](http://www.etcgroup.org/sites/www.etcgroup.org/files/files/etc-whowillfeedusenglish-webshare.pdf_.pdf)
- FAO
  - (2011). The State of Food and Agriculture 2010-2011. Women in Agriculture: Closing the gender gap for development. Rome, Italy. <http://www.fao.org/publications/sofa/2010-11/en/>.
  - (2014). The State of Food and Agriculture 2014: Innovation in family farming. <http://www.fao.org/3/a-i4040e.pdf>.
  - (2014). FAO and Post-2015 development agenda Issue Papers : Sustainable Agriculture
  - (2015). The State of Food Insecurity and Nutrition. <http://www.fao.org/3/ai4646e.pdf>.
  - (2018a). Chair's Summary. 2nd International Symposium on Agroecology, Rome. <http://www.fao.org/3/CA0346EN/ca0346en.pdf>.
  - (2018b). The State of Food Security and Nutrition in the World 2018. Building climate resilience for food security and nutrition. <http://www.fao.org/3/I9553EN/i9553en.pdf>.
- FAO, IFAD, and WFP, (2014). The State of Food Insecurity in the World.
- Friends of the Earth International
  - (2016). Farming for the Future: Organic and Agroecological Solutions to Feed the World. <https://foe.org/resources/farming-for-the-futureorganic-and-agroecological-solutions-to-feed-the-world/>.
  - (2018). Agroecology - innovating for sustainable food systems. A background paper for decision-makers. Available at [www.foei.org](http://www.foei.org).
- Gauker, C 2010 The Impacts of Sustainable and Industrial Agriculture on Human Health. <https://www.sustainlv.org/wp-content/uploads/Food-Impacts-on-Health.pdf>.
- GRAIN
  - (2015). "The Exxons of Agriculture". [www.grain.org/article/entries/5270-the-exxons-of-agriculture](http://www.grain.org/article/entries/5270-the-exxons-of-agriculture).
  - (2017). Agroecology getting to the root causes of climate change. <https://www.grain.org/es/article/entries/5761-editorial-agroecology-getting-to-the-root-causes-of-climate-change>.
- HLPE (2014). Food losses and waste in the context of sustainable food systems. High Level Panel of Experts on Food Security and Nutrition of the Committee on World Food Security. Rome, Italy. [http://www.un.org/en/zerohunger/pdfs/HLPE\\_FLW\\_Report-8\\_EN.pdf](http://www.un.org/en/zerohunger/pdfs/HLPE_FLW_Report-8_EN.pdf).
- Holt-Giménez, E.
  - (2001). "Measuring farmers' agroecological resistance after Hurricane Mitch in Nicaragua: a case study in participatory, sustainable land management impact monitoring". Agriculture, Ecosystems and Environment 93 (2002) 87–105. <https://www.panna.org/sites/default/files/HurricaneMitch-Agroeco.pdf>.

- (2006). Campesino a Campesino, Voices from Latin America, Farmer to Farmer Movement for sustainable agriculture. Food First Books.  
<https://www.socla.co/wpcontent/uploads/2014/cambpesino-a-campesino.pdf>.
- Holt-Giménez, E. et al. (2012). “We Already Grow Enough Food for 10 Billion People ...and Still Can’t End Hunger”.
- Holt-Giménez, E. and Altieri, M.A. (2016). “Agroecology ‘Lite:’ Cooptation and Resistance in the Global North”. <https://foodfirst.org/agroecology-lite-cooptationand-resistance-in-the-global-north/>.
- IAASTD (2009). Agriculture at a crossroads.  
[http://www.fao.org/fileadmin/templates/est/Investment/Agriculture\\_at\\_a\\_Crossroads\\_Global\\_Report\\_IAASTD.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/templates/est/Investment/Agriculture_at_a_Crossroads_Global_Report_IAASTD.pdf).
- Indigenous Peoples’ Global Consultation on the Right to Food and Food Sovereignty (2002). Declaration of Atitlán. [https://www.iitc.org/wpcontent/uploads/2013/07/FINAL\\_Atitlan-Declaration-Food-Security\\_Apr25\\_ENGL.pdf](https://www.iitc.org/wpcontent/uploads/2013/07/FINAL_Atitlan-Declaration-Food-Security_Apr25_ENGL.pdf).
- International Forum for Food Sovereignty (2007). Declaration of Nyéléni.  
<https://nyeleni.org/spip.php?article290>.
- International Forum for Agroecology (2015). Declaration of Nyéléni.  
<http://www.foodsovereignty.org/wp-content/uploads/2015/10/NYELENI-2015-ENGLISH-FINAL-WEB.pdf>.
- IPCC (2018). GLOBAL WARMING OF 1.5 °C. [http://report.ipcc.ch/sr15/pdf/sr15\\_spm\\_final.pdf](http://report.ipcc.ch/sr15/pdf/sr15_spm_final.pdf).
- IPES-Food (2017). Unravelling the Food–Health Nexus: Addressing practices, political economy, and power relations to build healthier food systems
- Khadse, A., Rosset, P., Morales, H., Ferguson, B. (2017). “Taking agroecology to scale: the Zero Budget Natural Farming peasant movement in Karnataka, India”.  
<https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/03066150.2016.1276450>.
- Levard, L., Appolin, F, 2013. Répondre aux défis du XXIe siècle avec l’agro-écologie: pourquoi et comment?
- Machin Sosa, B., Roque, A., Ávila, D., Rosset, P. (2013). Agroecological Revolution: The Farmer-to-Farmer Movement of the ANAP in Cuba. Asociación Nacional de Agricultores Pequeños (ANAP) and La Vía Campesina. [http://www.academia.edu/5106454/AGROECOLOGICAL\\_REVOLUTION\\_The\\_Farmer-to-Farmer\\_Movement\\_of\\_the\\_ANAP\\_in\\_Cuba](http://www.academia.edu/5106454/AGROECOLOGICAL_REVOLUTION_The_Farmer-to-Farmer_Movement_of_the_ANAP_in_Cuba).
- Mier, M., Giménez, T., Giraldo, O., Aldasoro, M., Morales, H., Ferguson, B., Rosset, P., Khadse, A., Campos, C. (2018). “Bringing agroecology to scale: key drivers and emblematic cases”. *Agroecology and Sustainable Food Systems*, 42:6, 637–665. <https://doi.org/10.1080/21683565.2018.1443313>.
- Mortensen, D. A. et al. (2012). “Navigating a critical juncture for sustainable weed management”. *Bioscience*, vol. 62, pp. 75–84.
- Nicholls Cl., Altieri M. and Vazquez L. (2016). “Agroecology: Principles for the Conversion and Redesign of Farming Systems”. *Journal of Ecosystem & Ecography*.  
[https://www.researchgate.net/publication/303934147\\_Agroecology\\_Principles\\_for\\_the\\_Conversion\\_and\\_Redesign\\_of\\_Farming\\_Systems](https://www.researchgate.net/publication/303934147_Agroecology_Principles_for_the_Conversion_and_Redesign_of_Farming_Systems).
- Nwanze, K. (2011). Small farmers can feed the world. IFAD.  
[https://www.ifad.org/documents/38714170/39135645/Smallholders+can+feed+the+world\\_e.pdf/460ca6c2-7621-40d8-9f79-a56f6f8fa75e](https://www.ifad.org/documents/38714170/39135645/Smallholders+can+feed+the+world_e.pdf/460ca6c2-7621-40d8-9f79-a56f6f8fa75e).
- Oxfam
  - (2014). Scaling-up agroecological approaches: what, why and how?  
[http://www.fao.org/fileadmin/templates/agphome/scpi/Agroecology/Agroecology\\_Scaling-up\\_agroecology\\_what\\_why\\_and\\_how\\_-OxfamSol-FINAL.pdf](http://www.fao.org/fileadmin/templates/agphome/scpi/Agroecology/Agroecology_Scaling-up_agroecology_what_why_and_how_-OxfamSol-FINAL.pdf).

- (2014). Building a new agricultural future: Supporting agro-ecology for people and the planet.
- Penn State University (2015). "World crop diversity survives in small farms from periurban to remote rural locations".
- Pimbert (2018). "Global Status of Agroecology. A Perspective on Current Practices, Potential and Challenges". <https://www.epw.in/journal/2018/41/reviewenvironment-and-development/global-status-agroecology.html>.
- Pretty J.
  - (2005). Sustainability in agriculture: recent progress and emergent challenges. *Issues Environ Sci Technol* 21:1–15
  - (2006). *Agroecological approaches to agricultural development*. World Bank, Washington, DC
- Pretty et al. (2002). "Reducing food poverty by increasing agricultural sustainability". [https://www.researchgate.net/publication/288352636\\_Reducing\\_food\\_poverty\\_by\\_increasing\\_agricultural\\_sustainability](https://www.researchgate.net/publication/288352636_Reducing_food_poverty_by_increasing_agricultural_sustainability).
- Pretty, J., Toulmin, C., Williams, S. (2011). "Sustainable intensification in African agriculture". *International Journal of Agriculture Sustainability* 9: 5–24. <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.3763/ijas.2010.0583>.
- Schaller, N. (2013). *L'agroécologie: des définitions variées, des principes communs*. Centre d'Etudes et de Prospective, Analyse n° 59 - juillet 2013
- Secours Catholique - Caritas France (2018), *Supporting the agroecological transition, provides elements and recommendations on public policies to enhance the agroecological transition, it also frames this target under the climate change challenges*.
- STWR (2015). "Beyond the Sustainable Development Goals: uncovering the truth about global poverty and demanding the universal realisation of Article 25". <https://www.sharing.org/information-centre/reports/beyond-sustainabledevelopment-goals-uncovering-truth-about-global>.
- Swiderska K. et al. (2011). "The Role of Traditional Knowledge and Crop Varieties in Adaptation to Climate Change and Food Security in SW China, Bolivian Andes and coastal Kenya". IIED London.
- Treyer, S. (2011). *Enjeux alimentaires: quels défis pour l'agronomie ?* Agronomie, Volume 1, Décembre 2011.
- UNCTAD (2013). *Wake up before it is too late: Make agriculture truly sustainable now for food security in a changing climate*, [http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/ditcted2012d3\\_en.pdf](http://unctad.org/en/PublicationsLibrary/ditcted2012d3_en.pdf)
- UNEP (2015). "Policy coherence of the Sustainable Development Goals: A Natural Resource Perspective".
- van den Berg, L. and Hebinck, P. (2016). "'We go back to the land': processes of repeasantisation in Araponga, Brazil". *The Journal of Peasant Studies*. <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/03066150.2016.1250746>.
- van der Ploeg, J. D. (2008). *The New Peasantries: Struggles for Autonomy and Sustainability in an Era of Empire and Globalization*.
- Wijeratna, A., 2012. *Fed Up: Now's the time to invest in agroecology*, ActionAid
- Ziegler, J. (2008). *Report of the Special Rapporteur on the right to food*. UN doc. A/HRC/7/5, para. 75. <https://documents-ddsny.un.org/doc/UNDOC/GEN/G08/100/98/PDF/G0810098.pdf?OpenElement>.

On evaluation methods for agroecology:

- *Agroecological practices for climate change adaptation in semiarid and subhumid Africa*: <https://www.tandfonline.com/eprint/GFUUdTp2fDisSQ7auRW/full>

- Agroecological innovations in a context of climate change in Africa:  
[https://www.avsf.org/public/posts/1893/agroecological\\_innovations\\_africa\\_vdebray\\_avsf-cari-isara\\_2015.pdf](https://www.avsf.org/public/posts/1893/agroecological_innovations_africa_vdebray_avsf-cari-isara_2015.pdf)
- AVSF (2018) Agro-ecology: evaluation methods for its effects and conditions for development. CARI, AGRISUD, GRET

For CSA, see for instance:

- Linus Karlsson, Lars Otto Naess, Andrea Nightingale & John Thompson (2018) 'Triple wins' or 'triple faults'? Analysing the equity implications of policy discourses on climate-smart agriculture (CSA), *The Journal of Peasant Studies*, 45:1
- Marcus Taylor (2018) Climate-smart agriculture: what is it good for?, *The Journal of Peasant Studies*, 45:1, 89-107
- Miguel A. Altieri, Clara I. Nicholls and Rene Montalba (2017), *Technological Approaches to Sustainable Agriculture at a Crossroads: An Agroecological Perspective*, *Sustainability* 9
- Pablo Tittonell et al.
  - (2015), *Agroecology is Climate Smart (but the opposite is not necessarily true...)*, Plenary Keynote for the Global Science Conference on Climate Smart Agriculture
  - (2015b), *Agroecology is Climate Smart (but the opposite is not necessarily true...)*, Plenary Keynote for the Global Science Conference on Climate Smart Agriculture
- Peter Newell & Olivia Taylor (2018) *Contested landscapes: the global political economy of climate-smart agriculture*, *The Journal of Peasant Studies*, 45:1
- Pimbert, M (2017) 'Agroecology as an Alternative Vision to Conventional Development and Climate Smart Agriculture' *Development*, vol 58, no. 2-3,
- Omar Felipe Giraldo & Peter M. Rosset (2017): *Agroecology as a territory in dispute: between institutionality and social movements*, *The Journal of Peasant Studies*
- Scientists support letter for the international symposium on agroecology – 18-19 September 2014
- Torquebiau E. 2017. *Climate-smart agriculture: pour une agriculture climato-compatible*. *Cah. Agric.* 26: 66001.

On agroecology and feminism:

- COORDINADORA LATINOAMERICANA DE ORGANIZACIONES DEL CAMPO – CLOC/LVC, *Agroecología y feminismo: luchas de las mujeres del campo que se entrelazan*, Buenos Aires, 2018.
- Declaración del Foro Internacional sobre Agroecología, Nyéléni, Mali, 2015. Disponible en: <file:///C:/Users/iridi/Documents/MSC/Declaracion-del-Foro-Internacional-sobre-Agroecologia-Nyeleni-2015.pdf>.
- Documento de visión sobre el sector de mujeres del MSC, Sector de mujeres del Mecanismo de la Sociedad Civil en el marco del Comité de Seguridad Alimentaria, Roma, 2018.
- LA VIA CAMPESINA, *Feminismo y agroecología desde las mujeres de La Vía Campesina*, I Encuentro Global de Escuelas y Procesos de Formación en Agroecología de La Vía Campesina, Güira de Melena, Artemisa, Cuba, 2018.
- SEMPREVIVA ORGANIZAÇÃO FEMINISTA - SOF, *Las mujeres en la construcción de la economía solidaria y la agroecología*, São Paulo, 2015.
- SILIPRABDI, Emma, *Mulheres e Agroecologia: Transformando o campo, as florestas e as pessoas*, Ed. UFRJ, Rio de Janeiro, 2015.

On climate change:

- Climate, Land, Ambition and Rights Alliance (CLARA), Missing Pathways for 1.5°C

Full report:

[https://static1.squarespace.com/static/5b22a4b170e802e32273e68c/t/5bcfe9fe652dea566c2f1cdc/1540352516738/MissingPathwaysCLARAreport\\_2018r1.pdf](https://static1.squarespace.com/static/5b22a4b170e802e32273e68c/t/5bcfe9fe652dea566c2f1cdc/1540352516738/MissingPathwaysCLARAreport_2018r1.pdf)[https://static1.squarespace.com/static/5b22a4b170e802e32273e68c/t/5bcfe9fe652dea566c2f1cdc/1540352516738/MissingPathwaysCLARAreport\\_2018r1.pdf](https://static1.squarespace.com/static/5b22a4b170e802e32273e68c/t/5bcfe9fe652dea566c2f1cdc/1540352516738/MissingPathwaysCLARAreport_2018r1.pdf)

Executive summary:

[https://static1.squarespace.com/static/5b22a4b170e802e32273e68c/t/5bc3cbf28165f51c6af2c7de/1539558397146/MissingPathwaysCLARAexecsumm\\_2018.pdf](https://static1.squarespace.com/static/5b22a4b170e802e32273e68c/t/5bc3cbf28165f51c6af2c7de/1539558397146/MissingPathwaysCLARAexecsumm_2018.pdf)